

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE du Pays Bellegardien

DOCUMENT N°4 : ETUDE JUSTIFICATIVE prévue à l'article L. 122-7 du
code de l'urbanisme

Modification simplifiée n°1 approuvée par le Conseil
Communautaire en date du 6 octobre 2016

Le Président,

Patrick PERREARD



Table des matières

Introduction	3
Historique	3
Objet de la présente note.....	3
Procédure adaptée	4
Compatibilité du projet avec la préservation des espaces agricoles.....	5
Compatibilité du projet avec la protection des activités pastorales	6
Compatibilité du projet avec la protection des espaces forestiers	6
Compatibilité du projet avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel.....	8
Etat des lieux	8
La commune de PLAGNE	8
Le site de Dinoplagne®	9
Étude Faune/flore	10
La nature du projet.....	11
Un aménagement nature	11
Un aménagement perméable	11
Des nuisances au milieu limitées	11
Un cahier des charges pour choisir le futur maître d'œuvre du projet soucieux de la qualité de l'aménagement	11
Compatibilité du projet avec la protection contre les risques naturels	12
Conclusion	13
Annexes	14



Introduction

Historique



Trois campagnes de fouilles, menées de 2010 à 2012, ont permis la mise à jour d'un site de traces paléontologiques d'une importance exceptionnelle sur la commune de PLAGNE, suite à une première découverte réalisée en avril 2009 par Madame Marcaud et Monsieur Landry de la Société des Naturalistes d'Oyonnax.

Il s'agit principalement de la piste d'empreintes d'un dinosaure sauropode, la plus longue connue en Europe à ce jour (155 mètres), coupée de plusieurs pistes de théropodes carnivores, plus petits.

Dans le cadre de la stratégie de création des aires protégées (SCAP) terrestres métropolitaines, la découverte de PLAGNE a été reconnue d'intérêts géologique et paléontologique remarquables et inscrite à l'inventaire des sites du patrimoine naturel à préserver.

Ces traces, inscrites dans un support calcaire extrêmement fragile, nécessitent la mise en œuvre, sans délais, d'un dispositif assurant leur préservation et leur mise en valeur scientifique, pédagogique, et touristique.

Ces aménagements nécessiteront des autorisations de construire et d'aménager au titre du Code de l'urbanisme.

Objet de la présente note

La commune de PLAGNE est inscrite en zone de montagne au sens de la loi du 9 janvier 1985 (Loi Montagne).

En zone de montagne, l'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées. (Article L.122-5 du Code de l'urbanisme)

La commune de la PLAGNE dispose d'une carte communale qui classe le site de la découverte en zone où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont

implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles. (Article L.161-4 du Code de l'urbanisme).

Il existe toutefois un régime d'exception au principe d'extension de l'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante. L'article L.122-7 du Code de l'urbanisme stipule en particulier que les dispositions de l'article L.122-5 ne s'appliquent pas lorsque que le schéma de cohérence territoriale comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection de terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L.122-9 et L.122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels.

L'étude est soumise à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Procédure adaptée

Par arrêté en date du 26 mai 2016, Monsieur le Président de la CCPB a décidé d'engager une procédure de modification simplifiée du SCOT du Pays Bellegardien pour y intégrer l'étude justificative visée à l'article L.122-7 du Code de l'urbanisme.

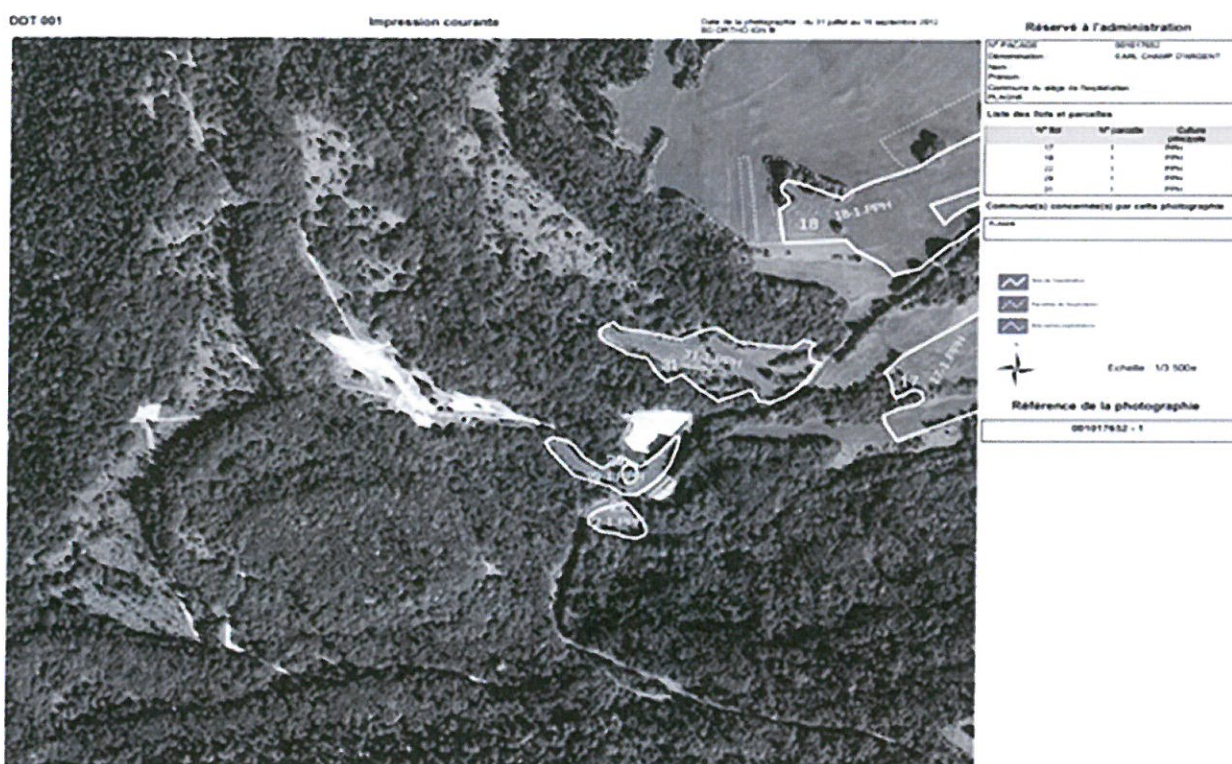
Cette étude, accompagnée de la notice de présentation de la modification simplifiée du SCOT et du programme de maîtrise d'œuvre de l'étude de l'aménagement du site sont présentés pour avis en commission départementale de la nature, des paysages et des sites réunie en date du 28 juin 2016.

Compatibilité du projet avec la préservation des espaces agricoles

Le site est caractérisé par un sol constitué d'un affleurement calcaire en pente légère, recouvert d'une couche de terre de quelques décimètres d'épaisseur. La valeur agricole de ces terres est donc très faible.

Les espaces dont l'aménagement est envisagé dans le cadre du programme en cours de finalisation, pour la préservation et la mise en valeur des traces de dinosaures, ne comportent aucune parcelle déclarée comme faisant l'objet d'une exploitation agricole.

Quelques ilots, à proximité du site sont déclarés comme exploités en prairie permanente par l'EARL Champ d'argent.



Extrait du registre parcellaire graphique 2015, commune de PLAGNE aux alentours du site de Dinoplagne®

Les sièges d'exploitation les plus proches sont situés au chef-lieu (environ 1 kilomètre du site).

Aucun déplacement (bétail ou engins agricoles) n'est identifié sur le site.

L'aménagement du site n'est donc pas susceptible de porter atteinte ni à l'activité agricole existante ni aux circulations agricoles générées par celle-ci.

Compatibilité du projet avec la protection des activités pastorales

Après renseignements pris auprès des exploitants agricoles de la commune, il s'avère qu'il n'existe aucune activité pastorale sur le site, ni de passages d'animaux.

Compatibilité du projet avec la protection des espaces forestiers



L'ancienne piste de débardage, sur laquelle ont été découvertes les traces paléontologiques, a été déplacée en 2010 et n'est plus utilisée pour la vidange des bois.



La nouvelle piste forestière réalisée en 2010

Bien que les bois environnants soient exploités, l'aménagement projeté sur l'espace du parking existant et sur l'ancienne piste forestière désaffectée, hors boisement existant, ne porte pas préjudice à la protection et à l'exploitation des espaces forestiers.

A noter qu'aucun déboisement nouveau n'est prévu sur le site de Dinoplagne® en vue de sa préservation et de sa mise en valeur.

La définition d'une bulle, d'une épaisseur maximale d'une centaine de mètres de part et d'autres de la piste ne constituerait, compte tenu de la superficie des boisements concernés, qu'une restriction négligeable sur les quantités de bois à exploiter dans ce massif.

Ces espaces tampons auraient même l'avantage de mieux matérialiser les différences d'usages sur le site, entre l'exploitation de la découverte paléontologique une fois la mise en valeur achevée et l'activité forestière sur le reste du massif, prévenant ainsi de potentiels conflits d'usage.

La clôture du site, prévue au préprogramme du projet d'aménagement en cours de définition est souhaitable, voire même bénéfique, dans la mesure où elle limitera la présence de visiteurs en dehors des zones d'exploitation des bois.

Compatibilité du projet avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel.

Etat des lieux

La commune de PLAGNE

Malgré la prédominance de la forêt, le village de PLAGNE conserve des caractéristiques de paysage rural. Ces caractéristiques sont regroupées en "halo" autour du village ; c'est là toute la force de ce paysage. Il offre des contrastes très forts entre les masses forestières très fermées et les petits espaces, ouverts et très lisibles, organisés autour des constructions.

Les vues sont limitées en raison de la large couverture boisée.

La trame agricole est marquante. Elle est déterminante puisqu'elle offre les seuls espaces ouverts dans ce paysage très boisé.



Une partie des espaces ouverts du territoire communal, et notamment le site de la découverte des traces, offre des vues très lointaines sur le paysage. En retour, les aménagements envisagés seront à leur tour perçus depuis de nombreux points.

La commune de PLAGNE est desservie par l'échangeur de Sylans sur l'A40 située à une quinzaine de minutes environ.

Le site de Dinoplagne®

Le site d'intérêt communautaire est totalement propriété communale mis à disposition de la Communauté de communes en vue de sa protection et de sa valorisation par un aménagement de qualité.



Les traces ont été découvertes sur une ancienne piste de débardage dans un environnement relativement ouvert, la qualité des bois qui bordent directement la piste est médiocre.



Cet espace ouvert représente une clairière légèrement pentue d'une longueur approximative de 200 mètres, pour une largeur d'environ 100 mètres.

La différence d'altitude entre le point bas et le point haut du site est d'une cinquantaine de mètres.



Le parking, aménagé en contre bas de la piste, en bordure de la RD 49, est bordé d'arbres de haute tige qui le rendent invisible en vues lointaines.

Il ne sera perçu que depuis la route départementale d'accès.

Le site de Dinoplagne® est situé dans la ZNIEFF régionale de type 2 n°0105 « Massif du Haut-Bugey ». Cet inventaire traduit les interactions existantes entre les ZNIEFF de type 1 (secteurs biologiquement les plus remarquables en réseau souvent fortement interdépendants) que comportent ce massif.

Il s'agit ici d'une zone de karst jurassien développé sur un substrat tabulaire dépourvu de couverture végétale significative.

S'agissant d'espaces dont l'intérêt principal est de préserver les connexions existantes entre les zones d'alimentation et de reproduction, notamment pour les oiseaux ou les espèces de la grande faune exigeant de vastes territoires vitaux, la très faible superficie concernée (moins de 5 hectares), au regard des plus de 10 000 hectares de cette ZNIEFF, ne remettra pas en cause son fonctionnement.

Le recensement du site de Dinoplagne® à l'inventaire des sites géologiques à préserver, dans le cadre de la stratégie de conservation des aires protégées ne constitue pas une protection en lui-même, mais une reconnaissance forte de l'intérêt patrimonial du site.

Si l'article L411-1 du Code de l'environnement précise notamment que lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologiques, la destruction ou l'altération de ces sites sont interdites, ainsi que la destruction ou la dégradation de fossiles, cette interdiction nécessite que les sites en question aient préalablement fait l'objet d'un arrêté préfectoral de reconnaissance spécifique, en application du décret n° 2015-1787 du 28 décembre 2015.

Cet inventaire départemental spécifique n'a pas été formalisé à ce jour.

Étude Faune/flore

Il apparaît d'ores et déjà que le site n'est concerné par aucune mesure de protection particulière au titre de la faune ou de la flore présente sur le site : absence de ZICO, d'APPR, de site Natura 2000, de zone humide, de biotope.

Dans son inventaire national, non exhaustif, la ligue de protection des oiseaux (LPO) n'a recensé aucune espèce nécessitant une protection particulière sur cette commune.

Une étude faune/flore est en cours de réalisation afin de déterminer d'éventuelles espèces dont la

préservation nécessiterait des mesures adaptées.

Cette étude en cours se prolongera jusqu'en automne 2016.

Tant en matière d'oiseaux rapaces que de la flore printanière, aucun enjeu n'a été identifié sur les premières analyses du site.

Si un enjeu était identifié sur le site, le programme d'aménagement sera amendé pour intégrer toutes les mesures d'évitement qui s'imposeraient.

La décision communautaire de procéder à cet inventaire illustre sa préoccupation de prendre en considération cet enjeu environnemental. La mise en valeur des richesses naturelles du site, tant forestières, floristiques que faunistiques est inscrite au programme d'aménagement projeté en accompagnement de la préservation et de la mise en valeur de la découverte paléontologique 2009-2011.

La nature du projet

Un aménagement nature

La volonté politique est de créer un espace le moins artificialisé possible.

Comme il est dit précédemment, le paysage, la botanique et la faune constituent les richesses de ce site qui ont vocation à être mises en exergue par l'aménagement envisagé, tout autant que les traces paléontologiques.

Par ailleurs, les volumes construits projetés seront limités notamment pour le bâtiment d'accueil qui ne devrait pas émerger du couvert végétal avoisinant. L'emploi des matériaux régionaux comme le bois, facilitera également l'insertion dans le site.

Un aménagement perméable

Bien que la clôture du site soit prévue pour délimiter son emprise et faciliter sa préservation et sa gestion, cette dernière restera franchissable à la petite/moyenne faune. Pour la grande faune, la taille limitée du périmètre permettra aisément son contournement. Il n'y a de fait, aucun risque de créer une rupture de continuité écologique.

Des nuisances au milieu limitées

Outre l'attractivité du site (estimée à 20 000 visiteurs/an), la fréquentation journalière, limitée par les conditions de desserte, sera adaptée à la capacité d'accueil du site.

La fréquentation nocturne ne sera qu'exceptionnelle.

Un cahier des charges pour choisir le futur maître d'œuvre du projet soucieux de la qualité de l'aménagement

Ce cahier des charges qui sera présenté en Conseil Communautaire témoigne de la volonté affichée des élus d'un aménagement respectueux de son environnement.

Compatibilité du projet avec la protection contre les risques naturels

Pour mémoire, la commune de PLAGNE est classée en zone de sismicité 3, traduisant un risque modéré, comme la plupart des communes de l'Est du département.

Il n'existe aucun autre risque naturel ou technologique recensé sur cette commune.

(source : Base de données communales de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône Alpes).

Conclusion

Les derniers recensements identifiés sur le site (stratégie nationale de conservation d'aires protégées, site géologique surfacique – gisement d'empreinte de dinosaures) attestent de l'intérêt exceptionnel de la découverte et de l'absolue nécessité de sa protection.

La présente étude a pour objet de justifier que les aménagements projetés (présenté dans un programme), indispensables à la préservation du site, sont compatibles avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L.122-9 et L.122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels.

Elle sera intégrée au SCOT permettant ainsi de faire exception au principe de construction en continuité de l'urbanisation existante éditée par l'article L.122-5 du Code de l'urbanisme (loi Montagne).

Le SCOT proscrivant toute extension des zones d'habitations en dehors des zones urbaines identifiées, aucune dérogation au régime d'urbanisation ne sera possible, à l'exclusion des constructions et installations rendus nécessaires par les objectifs de préservation et de valorisation susvisés.

Les aménagements proposés permettront de concilier cette préservation et la mise à disposition au public, dans un cadre pédagogique, culturel et scientifique.

Annexes

Article L.122-9 du Code de l'urbanisme (cité page 4 du document)

Les documents et décisions relatifs à l'occupation des sols comportent les dispositions propres à préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Article L.122-10 du Code de l'urbanisme (cité page 4 du document)

Les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières sont préservées. La nécessité de préserver ces terres s'apprécie au regard de leur rôle et de leur place dans les systèmes d'exploitation locaux. Sont également pris en compte leur situation par rapport au siège de l'exploitation, leur relief, leur pente et leur exposition.